



## Règlement de la consultation

**Construction d'un équipement aquatique intercommunal  
à Mutzig  
Marchés de travaux**

**Procédure Adaptée (Art R.2123-1 2° du CCP)**

**Concerne les lots : 5, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 21 et 22**

**Date limite de remise des offres : 22/04/2025 à 12H00**

Les offres seront déposées exclusivement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur de la communauté de communes : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

## Sommaire

ARTICLE 1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Lieu(x) d'exécution .....	4
1.3	Procédure de passation.....	4
1.4	Type de contrat .....	4
1.5	Décomposition de la consultation.....	4
1.5.1	Allotissement .....	4
1.5.2	Décomposition en tranches .....	5
1.6	Nomenclature.....	5
ARTICLE 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1	Date limite de réception des offres.....	5
2.2	Délai de validité des offres .....	5
2.3	Forme juridique du groupement.....	5
2.4	Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	6
2.4.1	Variantes .....	6
2.4.2	PSE.....	6
2.5	Visite des lieux.....	6
2.6	Clause environnementale et sociale .....	6
2.7	Négociations.....	6
2.8	Mise au point.....	6
2.9	Unité monétaire .....	6
ARTICLE 3	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	7
3.1	Contenu du DCE .....	7
3.2	Modification du DCE.....	7
3.3	Questions-réponses.....	7
3.4	Modalités d'obtention du DCE .....	7
ARTICLE 4	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	8
4.1	Présentation de la candidature .....	8
4.2	Présentation de l'offre .....	11
4.3	Echantillons .....	11
4.4	Recevabilité des offres .....	11
ARTICLE 5	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	11
5.1	Sélection des candidatures .....	11
5.2	Jugement des offres .....	12
5.3	Régularisation d'une offre.....	13
ARTICLE 6	CONDITION D'ENVOI DES PROPOSITIONS .....	14
6.1	Copie de sauvegarde .....	14
6.2	Recommandations.....	14

6.3	Contraintes informatiques/pré-requis techniques .....	14
6.4	Formats de fichiers et nommage .....	14
6.5	Signature électronique.....	15
6.6	Informations complémentaires.....	16
ARTICLE 7	ACCEPTATION DU PRESENT REGLEMENT .....	16
ARTICLE 8	PROCEDURES DE RECOURS.....	16

## ARTICLE 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 Objet

La présente consultation porte sur les prestations désignées ci-après :  
**Construction d'un équipement aquatique intercommunal à Mutzig**

### 1.2 Lieu(x) d'exécution

Route des loisirs  
67190 MUTZIG

### 1.3 Procédure de passation

La présente consultation est une procédure adaptée conformément à l'article R 2123-1 alinéa 2 pour les « petits lots ».

### 1.4 Type de contrat

Le marché public est un marché ordinaire.

### 1.5 Décomposition de la consultation

#### 1.5.1 Allotissement

Le marché public est divisé en plusieurs lots distincts de la manière suivante :

Lot	Désignation	Désigné comme « petits lots » - Art R.2123-1 2° <b>Objet de la présente consultation</b>
1	DECONSTRUCTION DESAMIANTAGE	
3	TERRASSEMENT - VRD	
3	GROS ŒUVRE	
4	CHARPENTE METALLIQUE	
5	ETANCHEITE	OUI
6	BASSINS INOX	
7	CVC PLOMBERIE	
8	TRAITEMENT EAU	
9	ELECTRICITE CFO/CFA	
10	PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	OUI
11	BILLETIQUE-CONTROLE D'ACCES	OUI
12	FAÇADES PIERRE - ENDUITS	OUI
13	BARDAGE ALUMINIUM	OUI
14	SERRURERIE	OUI
15	MENUISERIES ALUMINIUM	
16	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	
17	DOUBLAGES-CLOISONS-PLAFONDS-PEINTURES	
18	PLAFONDS SUSPENDUS	OUI
19	CARRELAGE	OUI
20	CABINES/CASIERS VESTIAIRES	
21	EQUIPEMENTS BIEN ETRE	OUI
22	ASCENSEUR	OUI
23	AMENAGEMENTS PAYSAGERS	

Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée.

### 1.5.2 Décomposition en tranches

Il est prévu un découpage en tranches :

- Une tranche ferme
- Une tranche conditionnelle1
- Une tranche conditionnelle 2

Les conditions d'affermissement des tranches et leur mises en œuvre sont détaillées dans le CCAP.

### 1.6 Nomenclature

La référence aux nomenclatures européennes (CPC/CPV) associée à la présente consultation est :

- 45212220-4 Travaux de construction d'installations sportives polyvalentes
- 45212200-8 Travaux de construction d'installations sportives

## ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 Date limite de réception des offres

La date de réception des offres est fixée au **22/04/2025 à 12H00**.

Au-delà de cette date, les offres seront rejetées et retournées à leurs auteurs sans qu'aucune contestation ne puisse être élevée.

**Toute offre dématérialisée devra impérativement parvenir à destination avant la date et l'heure limite de remise des plis.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les offres dématérialisées qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites ne seront pas prises en compte (si la transmission est commencée avant l'heure limite et se termine après, l'offre sera considérée comme hors délai. Les candidats doivent veiller à ne pas commencer le transfert trop tardivement).

### 2.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** calendaires à compter de la date limite de réception des offres. En cas de négociation, la durée de validité sera appliquée à chacune des remises d'offres.

Le seul dépôt d'une offre vaut engagement de son auteur, et ce, même si l'acte d'engagement n'a pas été signé par ses soins au moment de ce dépôt.

### 2.3 Forme juridique du groupement

En vertu des articles L.2142-1, R.2142-1, R.2142-2, R.2142-5 à R.2142-27, R.2343-3 et pour des motivations liées à la bonne exécution du marché public qui résultera de la présente consultation, le mandataire devra **obligatoirement** être responsable solidairement de l'ensemble des autres membres du groupement..

Les pièces administratives relevant de la candidature seront fournies par l'ensemble du groupement. Les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées globalement pour l'ensemble du groupement conformément aux articles R.2142-25 et R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur autorise aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements. Cependant, le candidat ne peut cumuler

les deux qualités et ne peut être mandataire d'un seul et unique groupement pour un même marché.

## 2.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

### 2.4.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

### 2.4.2 PSE

Il est prévu des PSE dans le cadre de cette consultation.

NUMERO LOT	NUMERO PSE	INTITULE PSE
<b>10 PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES</b>	PSE N°10.01	Augmentation de la puissance crête du panneau photovoltaïque
<b>13 BARDAGE ALUMINIUM</b>	PSE N°13.01	Bardage aluminium finition anodisé
<b>14 SERRURERIE</b>	PSE N°14.01	Bardage panneaux sandwich sur 3 côtés de l'enclos PAC
<b>16 MENUISERIES INTERIEURES BOIS</b>	PSE N°16.01	Cloison pliante mobile

## 2.5 Visite des lieux

Dans le cadre de la présente consultation, une visite est conseillée pour prendre connaissance des accès au site.

## 2.6 Clause environnementale et sociale

Sans objet.

## 2.7 Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve se réserve la possibilité d'attribuer chaque lot du marché public issu de la présente consultation sur la base des offres initiales sans négociation.

A l'issue de l'analyse des offres initiales, des négociations pourront être engagées par le pouvoir adjudicateur avec **les 3 premières entreprises** ayant présenté les offres économiquement et techniquement les plus avantageuses, pour chaque lot.

Seront écartées de la négociation les offres inappropriées.

Le nombre de tours de négociations n'est pas limité.

A titre indicatif, ces négociations s'effectueront via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur ou au cours d'un entretien.

Le déroulement de la négociation se fera dans le strict respect des règles de la commande publique (traçabilité des échanges, transparence, égalité de traitement des candidats).

A l'issue de la période de négociation, les candidats remettront un nouvel acte d'engagement et une nouvelle DPGF, accompagné d'un courrier expliquant les évolutions introduites dans cette nouvelle offre.

## 2.8 Mise au point

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur, en accord avec le candidat retenu, procédera à une mise au point des composantes du marché public sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché public.

## 2.9 Unité monétaire

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura un marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## ARTICLE 3 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

### 3.1 Contenu du DCE

Les documents de la consultation, fournis aux candidats par le pouvoir adjudicateur sont les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation ;
- l'acte d'engagement, spécifique à chaque lot, et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), spécifique à chaque lot ;
- les annexes du CCTP (plans) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), spécifique à chaque lot.
- Jeux de plans, coupes façades et détails,
- Notices thermique et acoustique
- Diagnostic Amiante et Plomb
- PIC
- Etude de sol AVP et G2PRO
- RICT
- PGC
- Planning prévisionnel

### 3.2 Modification du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **cinq (5) jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications aux documents de la consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché public.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base des documents modifiés de la consultation sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

### 3.3 Questions-réponses

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, ils peuvent faire parvenir leurs questions **uniquement via le profil acheteur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>**. Les candidats adressent leurs demandes au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres. Aucune autre demande ne sera acceptée au-delà de cette échéance.

### 3.4 Modalités d'obtention du DCE

Le DCE peut être consulté et téléchargé gratuitement uniquement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à savoir la plateforme Alsace Marchés Publics, à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 minimum (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWG ou DXF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWG viewer, etc.)

Lors du téléchargement du DCE, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, etc.).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## ARTICLE 4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La transmission des candidatures et des offres se fera uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : la plateforme Alsace Marchés Publics <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

### 4.1 Présentation de la candidature

Concernant la situation juridique de l'entreprise :

- La lettre de candidature (DC1) et la déclaration du candidat (DC2) ou le document unique de marchés européens (DUME) ;
- Une attestation sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2141-1 à R.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur économique ;
- L'extrait K-BIS éventuellement.

Concernant les capacités économiques et financières :

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires, portant sur les prestations objet du contrat, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (à renseigner dans le DC1) ;
- Les attestations de régularité fiscale et sociale\* ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité.

\*Les attestations de régularité fiscale et sociale sont exigées pour le titulaire du marché uniquement. Dans ce cas, elles peuvent ne pas être jointes au moment de la candidature, mais être fournies par la suite par l'attributaire.

Concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :

- Les références et qualifications du candidat concernant ses capacités professionnelles, techniques et financières et notamment :
  - o une déclaration concernant le chiffre d'affaire global sur les 3 dernières années
  - o une liste de références d'importance et prestations similaires au présent projet
  - o une attestation de qualification et label RGE ;
- Une présentation des moyens humains, matériels, techniques, et structurels (notamment la localisation de la société mère et des éventuelles filiales), ainsi que les qualifications et compétences du candidat.

Les candidats doivent produire les pièces suivantes rédigées en français, complétées, datées et, le cas échéant signées, par une personne habilitée à engager l'entreprise (inscrite sur la liste figurant dans le dossier du candidat).



La présente consultation exige un niveau minimum concernant des qualification, CA mini et effectif minimum (tableau ci-dessous).

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle exigée ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et/ou financières suffisantes pour l'exécution du marché public seront déclarées irrecevables.

N° lot	Lot concerné	Qualifications mini	CA mini	Effectif mini
1	DECONSTRUCTION DESAMIANTAGE	1111 - Démolition - Déconstruction (technicité courante) 1552 - Traitement de l'amiante	CA3	EFF2
3	TERRASSEMENT - VRD	Qualification FNTP ou références de chantiers similaires: Chaussée urbaine : 3421 / 3433 Réseaux gravitaires : 5152 Télécommunication : 681 Eclairage : 651	CA6	EFF3
3	GROS ŒUVRE	2151 – Dallage courant (technicité courante) 2212 – Béton armé et béton précontraint (Technicité courante) 2252 – Ouvrages étanches en béton armé et béton précontraint (technicité courante)	CA7	EFF4
4	CHARPENTE METALLIQUE	2412 - Constructions et structures métalliques (technicité confirmée)	CA3	EFF2
5	ETANCHEITE	3212 - Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité confirmée) 3272 - Tôle d'Acier Nervurée (TAN) avec étanchéité en membrane en feuilles (technicité confirmée)	CA5	EFF2
6	BASSINS INOX	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA6	EFF3
7	CVC PLOMBERIE	5312 - Installation de VMC en tertiaire supérieur à 1000m <sup>2</sup> 5113 - Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment avec surpresseur	CA6	EFF3
8	TRAITEMENT EAU	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA6	EFF3
9	ELECTRICITE CFO/CFA	QUALIFELEC MGTI 3 courants forts QUALIFELEC CFMGTI 2 courants faibles	CA4	EFF2
10	PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	5913 - Installations photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure ou égales à 500 kVA (technicité supérieure)	CA4	EFF2
11	BILLETIQUE-CONTROLE D'ACCES	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA3	EFF2
12	FAÇADES PIERRE - ENDUITS	7132 - Isolation thermique par l'extérieur (technicité confirmée)	CA3	EFF2
13	BARDAGE ALUMINIUM	3811 - Parois en bardages simples (technicité courante)	CA3	EFF2
14	SERRURERIE	4411 - Serrurerie - métallerie (technicité courante)	CA3	EFF2
15	MENUISERIES ALUMINIUM	3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment	CA4	EFF2

		3712 - Fourniture et pose de façades-rideaux métalliques (technicité confirmée)		
16	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	4312 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois	CA4	EFF2
17	DOUBLAGES-CLOISONS-PLAFONDS-PEINTURES	4132 - Plaques de plâtre (technicité confirmée) 6112 - Peinture et ravalement (technicité confirmée)	CA3	EFF2
18	PLAFONDS SUSPENDUS	6612 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée) 6613 - Plafonds tendus	CA2	EFF1
19	CARRELAGE	6313 - Carrelages - revêtements - mosaïques - marbrerie (technicité supérieure) 3372 - Imperméabilisation et/ou étanchéité de réservoirs, cuves et bassins de piscines	CA4	EFF2
20	CABINES/CASIER VESTIAIRES	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA2	EFF1
21	EQUIPEMENTS BIEN ETRE	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA2	EFF1
22	ASCENSEUR	Sur références de chantiers similaires de moins de 5 ans	CA3	EFF2
23	AMENAGEMENTS PAYSAGERS	1351 - Espaces verts OU QUALIPAYSAGE P110	CA3	EFF2

*Indication du CA mini et Effectif mini :*

Moins de 225k€	CA1	1 à 5	EFF1
de 225 à 450 k€	CA2		
de 450 à 900 k€	CA3	6 à 20	EFF2
de 900 à 1,35 M€	CA4		
de 1,35 à 2,25 M€	CA5	21 à 50	EFF3
de 2,25 à 5,50 M€	CA6		
de 5,50 à 11 M€	CA7	51 à 100	EFF4
de 11 à 22 M€	CA8		
de 22 à 55 M€	CA9	101 à 300	EFF5
de 55 à 110 M€	CA10		
plus de 110 M€	CA11	plus de 300	EFF6

Conformément à l'article R.2144-7 du CCP, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché public qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2143-13 du CCP, les candidats peuvent opter pour la mise à disposition des documents de candidature sur un espace de stockage numérique à condition que le pouvoir adjudicateur puisse y accéder gratuitement.

A titre d'information, la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu> propose gratuitement à chaque inscrit un service "Espace documentaire - Coffre-fort Entreprise".

S'il a fait ce choix, le candidat précisera toutes les informations nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'accéder à cet espace de stockage et de pouvoir procéder à l'analyse des dossiers de candidature.

Il appartient au candidat de s'assurer de la mise à jour des documents qui y sont disponibles.

Le coffre-fort électronique permet de ne pas fournir à chaque consultation les mêmes pièces toujours valables

(références, certifications, relevé d'identité bancaire, attestations d'assurance, etc.).

## 4.2 Présentation de l'offre

Les offres présentées par les candidats devront être conformes aux différentes pièces de la consultation ainsi qu'au présent règlement. Elles devront être composées des documents suivants :

- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
- Le cas échéant, la ou les demandes de sous-traitance dûment remplies et signées par le sous-traitant et le candidat (DC4) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) selon trame incluse au DCE (**sous format EXCEL avec arrondi à 2 chiffres après la virgule des quantités, prix unitaires et montants en utilisant la fonction ARRondi**) ;
- Le CCTP et le CCAP, signé ;
- Un mémoire technique détaillant les points de la valeur technique ;
- Un planning détaillé de réalisation des travaux dûment paraphé et signé par le candidat.

Le mémoire technique fait partie intégrante de l'offre et son absence ou un établissement incomplet ou insuffisant entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat.

## 4.3 Echantillons

Sans objet.

## 4.4 Recevabilité des offres

Les offres présentées par les candidats devront être conformes aux différentes pièces du marché public ainsi qu'au présent règlement.

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être impérativement en français ou traduits en français.

Outre les délais et les conditions de formes visés ci-dessus, la recevabilité des offres sera appréciée après l'examen des documents transmis par tous les candidats lors de la soumission.

# ARTICLE 5 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

## 5.1 Sélection des candidatures

La vérification des conditions de participation à la consultation peut intervenir à tout moment de la consultation et au plus tard avant l'attribution. Si le pouvoir adjudicateur constate avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous de 8 jours ouvrés.

Il peut également demander à tous les candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

En l'absence de signature des documents ou de production des attestations sollicitées au titre des articles R.2143-5 à R.2143-15 du CCP dans le délai demandé, son offre sera rejetée et le marché public sera automatiquement attribué à l'opérateur classé immédiatement après lui dans le classement établi par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas de figure, il sera également demandé au nouvel attributaire de fournir les mêmes justificatifs et/ou de signer les documents dans le même délai que l'attributaire initial.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## 5.2 Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article L.2152-7 du CCP.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, les offres recevables seront appréciées et classées selon les critères définis ci-dessous. Les critères de choix sont pondérés de la manière suivante :

**Pour chaque lot :**

Critères et sous-critères	Pondération (points)
<b>1. Prix :</b> montant total HT indiqué dans l'AE <i>Méthode de calcul du critère : <math>N * (MD/O)</math>, où <math>N</math> = note maximale, <math>MD</math> = offre moins-disante et <math>O</math> = montant de l'offre</i>	<b>40</b>
<b>2. Valeur technique :</b>	<b>60</b>

**Sous-détail de la valeur technique :**

<b><u>Sous-Critère n°01 :</u></b>	<b><i>Pertinence de la méthodologie proposée pour la réalisation des travaux avec détails de l'activité du titulaire dans les phases d'étude/préparation de chantier, des techniques, produits et procédés d'exécution mis en œuvre pour la réalisation du chantier, et des mesures pour la gestion du planning</i></b>	20
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Descriptif et détail de l'activité du titulaire dans les phases de préparation et d'organisation du chantier ;</li> <li>- Descriptif et détail de l'activité du titulaire dans les phases d'exécution des travaux ;</li> <li>- Respect des délais du planning d'exécution ;</li> <li>- Mesures mises en œuvre en cas de difficultés ou retard, et pendant les périodes de congés.</li> </ul>		
<b><u>Sous-Critère n°02 :</u></b>	<b><i>Qualité des moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des travaux</i></b>	15
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Descriptif des moyens humains mis en œuvre, comprenant la liste du personnel dédié aux études, à l'encadrement et à l'exécution des travaux ainsi que leur rôles, l'organigramme de l'Entreprise et les CV du personnel d'encadrement ;</li> <li>- Descriptif des moyens techniques et matériels mis à disposition pour l'exécution des travaux.</li> </ul>		
<b><u>Sous-Critère n°03 :</u></b>	<b><i>Pertinence des mesures prévues en faveur de l'hygiène, de la sécurité, pour la gestion des déchets sur le chantier et pour le respect de l'environnement</i></b>	10
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures prises vis-à-vis de la Sécurité de l'Hygiène sur chantier ;</li> <li>- Dispositions prévues pour la gestion des déchets de chantier ;</li> <li>- Dispositions mises en œuvre pour le respect de l'environnement.</li> </ul>		
<b><u>Sous-Critère n°04 :</u></b>	<b><i>Matériaux et produits employés</i></b>	15
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiche techniques des matériaux et produits que l'Entreprise propose de mettre en œuvre pour la réalisation des ouvrages.</li> </ul>		

*Nota: Les éléments généraux de présentation des entreprises ne seront pas pris en compte dans la notation des offres. Seuls les éléments nécessaire à l'opération seront pris en compte.*

En cas d'erreur matérielle de calcul, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de le modifier directement et établira son classement en tenant compte des montants éventuellement corrigés. La société attributaire sera ensuite tenue de confirmer son offre par écrit.

### 5.3 Régularisation d'une offre

Si l'une des pièces demandées à l'appui de l'offre n'est pas fournie ou n'est pas complétée dans sa totalité par le candidat, son offre sera jugée incomplète et par conséquent irrégulière, c'est-à-dire non conforme à l'objet du marché public.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de régulariser une offre jugée irrégulière ou inacceptable, à condition que cette dernière ne soit pas anormalement basse et soit régularisable, c'est-à-dire qu'elle puisse être régularisée sans engendrer une modification de ses caractéristiques substantielles.

Les offres jugées inappropriées ne sont pas régularisables et sont d'office éliminées.

Cette régularisation n'étant qu'une possibilité pour le pouvoir adjudicateur, les candidats sont invités à remettre une offre complète et conforme et donc régulière dès le départ.

Si le pouvoir adjudicateur décide de demander une régularisation des offres jugées irrégulières et d'essayer de rendre acceptables les offres jugées inacceptables, elle le fait avant les éventuelles négociations et dans le respect du principe d'égalité de traitement, avec l'ensemble des soumissionnaires dont l'offre (pour les offres irrégulières) est régularisable et n'est pas anormalement basse, et dans un délai fixé par la collectivité.

## ARTICLE 6 CONDITION D'ENVOI DES PROPOSITIONS

Les candidatures et les offres seront remises obligatoirement sous forme "dématérialisée" sur la plateforme et profil d'acheteur de la **Communauté de Communes de la Région Molsheim Mutzig** : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Aucune transmission par voie papier, télécopie, e-mail, solution de transfert de fichier via le cloud ou sur support physique électronique (CD, disquette, etc.) n'est autorisée. Les plis seront détruits.

L'inscription sur le profil d'acheteur est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

### 6.1 Copie de sauvegarde

Seule une copie de sauvegarde sur support électronique peut être remise sous pli. Cette copie peut être transmise sous format CD-Rom, DVD-Rom, ou clé USB, dans les délais impartis et devra comporter obligatoirement la mention « COPIE DE SAUVEGARDE », l'intitulé de la consultation et la dénomination du candidat.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

La copie de sauvegarde, non ouverte, sera détruite à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde devra parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent document :

#### **Communauté de Communes de la Région Molsheim Mutzig**

Service de la commande publique

« COPIE DE SAUVEGARDE – Marché 2025T008 »

2 route Ecospace

67125 MOLSHEIM Cedex

### 6.2 Recommandations

Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Il est recommandé aux candidats de bien vérifier lors de la mise en ligne de leur offre si sont présents les documents de l'offre ainsi que les signatures électroniques de ses documents.

Quelques pré-requis sont nécessaires aux candidats :

- Nécessité d'un certificat numérique
- Configuration à l'avance du poste de travail
- Recommandation de se préparer avec la consultation de test

### 6.3 Contraintes informatiques/pré-requis techniques

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Afin de permettre une dématérialisation optimale tant lors du dépôt de l'offre (coté soumissionnaire) que du déchetage (coté acheteur public), il est préconisé de ne pas alourdir les documents, il n'est pas imposé de taille limite pour les offres électroniques toutefois il est recommandé de ne pas dépasser le poids de 30 Mo par enveloppe (offre, candidature ET signatures compris).

### 6.4 Formats de fichiers et nommage

Pour les documents exigés par le pouvoir adjudicateur, le format autorisé en réponse est le format PDF à l'exclusion des documents de prix qui doivent être retournés au format d'origine.

Le format PDF devra être issu d'une impression/enregistrement PDF et en aucun cas d'un scan.

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le pouvoir adjudicateur, il lui alors appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : PDF, DOC/DOCX, PPT/PPTX, XLS/XLSX, RTF, DWG, JPG, AVI).

Il est demandé au candidat de ne remettre uniquement les documents demandés par le pouvoir adjudicateur. Chaque pièce donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Les pièces du DCE ont été enregistrées avec un nommage spécifique, **aussi il est interdit pour le candidat de renommer les pièces transmises au pouvoir adjudicateur.**

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les soumissionnaires ne devront pas utiliser les fichiers exécutables notamment les « Exe », ni les « macros commandes » incluses dans les documents non exécutables.

### 6.5 Signature électronique

Les entreprises sont invitées à signer leur acte d'engagement électroniquement avec un certificat de signature électronique qualifié dès le dépôt de leur offre. La non-signature de l'acte d'engagement dès le dépôt de l'offre n'entraînera toutefois pas le rejet de cette dernière : en cas d'acte d'engagement non signé, l'entreprise concernée sera invitée, si elle est attributaire du marché public, à produire son acte d'engagement signé électroniquement. A défaut de signature électronique, le marché public sera signé de manière manuscrite.

#### Exigences relatives au certificat de signature :

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique.

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- eIDAS : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- Commission européenne : <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du règlement eIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Il est préconisé d'utiliser l'outil de signature de la plateforme <https://alsacemarchespublics.eu> pour nous permettre de vérifier rapidement la validité de la signature électronique (onglet « Outils » puis « Outils de signature »). Cet outil permet de générer des signatures à plusieurs formats. Il est conseillé de choisir le format **PADES** ou éventuellement XAdES. Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format précité.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

#### Si vous disposez déjà d'un certificat RGS 2 étoiles :

L'arrêté du 15 juin 2012 précisait les catégories de certificats de signature électronique utilisables dans les marchés publics : elles devaient être conformes au référentiel général de sécurité (RGS). Il est abrogé par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique depuis le 1er octobre 2018.

Le nouvel arrêté relatif à la signature électronique laisse cependant expressément la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS au-delà de cette date, le temps de sa validité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

## 6.6 Informations complémentaires

### Les offres doivent être transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, **seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur** dans le délai fixé pour la remise des offres, conformément à l'article R.2151-6 du CCP.

## ARTICLE 7 ACCEPTATION DU PRESENT REGLEMENT

La participation à la présente consultation emporte pour le candidat l'acceptation, sans réserve d'aucune sorte, du présent règlement.

## ARTICLE 8 PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Strasbourg**

31, avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

T : 03 88 21 23 23 Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.